

dicat n'est, en général, pas capable d'atteindre. C'est d'ailleurs précisément de ces couches les plus exploitées que sortiront les détachements les plus dévoués de la révolution.

Dès le moment de l'apparition du comité dans l'usine, il s'établit en fait une DUALITÉ DE POUVOIR. Par son essence même elle est quelque chose de transitoire, car elle renferme en soi deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien. L'importance principale des comités d'usine con-

siste précisément à ouvrir une période pré-révolutionnaire sinon directement révolutionnaire, entre le régime bourgeois et le régime prolétarien. Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée ni artificielle, c'est témoigné de la meilleure façon par la vague d'occupations d'usines qui a déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inevitables dans un proche avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste.

## Le "Secret Commercial" et le Contrôle Ouvrier de l'Industrie

LE capitalisme libéral, fondé sur la concurrence et la liberté de commerce, est disparu bien loin dans le passé. Le capitalisme monopolisateur, qui l'a remplacé sur la scène, non seulement n'a pas réduit l'anarchie du marché, mais lui a donné, au contraire, un caractère particulièrement convulsif. La nécessité d'un "contrôle" sur l'économie, d'une "direction" étatique, d'une "planification" est maintenant reconnue — au moins en paroles — par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite bourgeoise, du fascisme à la social-démocratie. Pour les fascistes, il s'agit surtout d'un pillage "planifié" du peuple pour des fins militaires. Les social-démocrates cherchent à vider l'océan de l'anarchie avec la cuiller d'une "planification" bureaucratique. Les ingénieurs et les professeurs cherchent à devenir des technocrates. Les gouvernements démocratiques se heurtent dans leurs tentatives timides de "réglementation" au sabotage insurmontable du grand capital.

Le véritable rapport entre exploités et "contrôleurs" démocratiques est caractérisé de la meilleure façon par le fait que messieurs les "réformateurs", saisis d'une sainte émotion, s'arrêtent au seuil des trusts, avec leurs "secrets" industriels et commerciaux. Ici règne le principe de la "non-intervention". Les comptes entre le capitaliste isolé et la société constituent un secret du capitaliste : la société n'a rien à y voir. Le "secret" commercial est toujours justifié, comme à l'époque du capitalisme libéral, par les intérêts de la "concurrence". En fait, les trusts n'ont pas de secrets l'un pour l'autre. Le secret commercial de l'époque actuelle est un complot constant du capital monopolisateur contre la société. Les projets de limita-

tion de l'absolutisme des "patrons de droit divin" restent des lamentables farces tant que les propriétés privées des moyens sociaux de production peuvent cacher aux producteurs et aux consommateurs la mécanique de l'exploitation, du pillage, de la tromperie. L'abolition du "secret commercial" est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie.

Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les "secrets" de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de toute l'économie nationale dans son ensemble. Les banques, l'industrie lourde et les transports, centralisés, doivent être placés les premiers sous la cloche d'observation.

Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclaircir quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée ; à déterminer la véritable part du capitaliste isolé et de tous les exploités ensemble dans le revenu national ; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts ; à révéler enfin devant toute la société le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit.

Aucun fonctionnaire de l'Etat bourgeois ne peut mener à bout ce travail quels que soient les pouvoirs dont on puisse l'investir. Le monde entier a observé l'impuissance du président Roosevelt et du président du Conseil Léon Blum en face du complot des "60" ou des "200 familles". Pour briser la résistance des exploités, il faut la pression du prolétariat. Les comités d'usines, et seulement eux, peuvent assurer un véritable contrôle sur la production, en faisant appel, — en tant que conseillers et non

comme "technocrates", — aux spécialistes honnêtes et dévoués au peuple : comptables, statisticiens, ingénieurs, savants, etc., etc...

En particulier, la lutte contre le chômage est inconcevable sans une large et hardie organisation de GRANDS TRAVAUX PUBLICS. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressive, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place dans ces cas à une administration directe par les ouvriers.

L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire, — du point de vue des intérêts des travailleurs, et non de ceux des exploités, — est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans intervention du regard ouvrier dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste. Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de ré-

gions économiques, enfin, de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi le contrôle ouvrier deviendra L'ÉCOLE DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE. Par l'expérience du contrôle, le prolétariat se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée, quand l'heure en aura sonné.

Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers, — surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires, — les ouvriers répondront que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité de banqueroutiers ou de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploités. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime. La tâche consiste à reconstruire tout le système de production et de répartition sur des principes plus rationnels et plus dignes. Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie.

## L'expropriation de certains groupes de Capitalistes

LE programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas faire obstacle, dans la présente période de transition, sous différents prétextes, à la revendication de l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires.

Ainsi, aux prêches geignards de messieurs les démocrates sur la dictature des "60 familles" aux Etats-Unis ou des "200 familles" en France nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux capitalistes.

Exactement de même nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopolisatrices de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc...

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de "nationalisation" consiste en ce que :

- 1) Nous repoussons le *rachat* ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front Populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en faits les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur force révolutionnaire ;
- 4) Nous relient le problème de l'expropriation à la question du pouvoir ouvrier et paysan.

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'agitation quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue *propagandiste*, sous sa forme générale, est provoquée par le fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à la résolution de cette tâche.